

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

## Ce qu'Israël commet à Gaza contre la population civile palestinienne – avec le soutien de l'administration Biden – est un crime contre l'humanité

par John J. Mearsheimer



John J. Mearsheimer  
(photo Wikipedia)

Je ne pense pas que ce que je dirai sur ce qui se passe à Gaza aura une incidence sur la politique israélienne ou américaine dans ce conflit. Mais je tiens à ce que cela soit conçu comme un document parmi d'autres, et que les historiens, lorsqu'ils se pencheront sur cette catastrophe morale, puissent constater que certains Américains se sont trouvés du bon côté de l'histoire.

Ce qu'Israël commet à Gaza contre la population civile palestinienne – avec le soutien de l'administration Biden – est un crime contre l'humanité. Son action ne sert aucun objectif militaire significatif. Comme le dit *J-Street*, une organisation importante du lobbying en faveur d'Israël, «l'ampleur du désastre humanitaire en cours et des pertes civiles dépasse presque toute imagination»<sup>1</sup>.

Permettez-moi de le préciser par quelques faits.

### Homicide massif de civils

Premièrement, Israël massacre délibérément un grand nombre de civils, dont environ 70 % sont des enfants et des femmes. L'affirmation selon laquelle Israël se donne beaucoup de mal pour minimiser les pertes civiles est démentie par les déclarations de hauts responsables israéliens. Par exemple, le porte-parole des FDI (armée israélienne) a déclaré, le 10 octobre 2023, que «l'accent est mis sur les dommages et non pas sur la précision». Le même jour, le ministre de la défense Yoav Gallant a annoncé: «J'ai lâché toute restrictions – nous tuons tous ceux que nous combattons; nous ferons emploi de tous les moyens.»<sup>2</sup>

En plus, les résultats de la campagne de bombardements montrent clairement qu'Israël tue des civils sans discernement. Deux enquêtes détaillées sur la campagne de bombardements des FDI – toutes deux publiées dans des médias israéliens – expliquent en détail comment Israël assassine un très grand nombre de civils. Il vaut la peine de citer les titres des deux recherches, qui résumant bien ce qu'elles disent:

«Une usine à fabriquer l'assassinat de masse – au cœur des bombardements calculés d'Israël sur Gaza»<sup>3</sup>.

«L'armée israélienne a abandonné toute retenue à Gaza, les chiffres témoignent de la tuerie massive sans précédent.»<sup>4</sup>

De même, fin novembre 2023, le *New York Times* a publié un article intitulé: Les habitants civils de Gaza, sous les tirs de barrage israélien, sont tués à un rythme unique dans l'histoire»<sup>5</sup>. Aussi n'est-il guère surprenant que le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, ait déclaré: «Nous assistons à un massacre de civils sans équivalent et sans précédent dans n'importe quel conflit depuis ma nomination en janvier 2017.»<sup>6</sup>

### Affamer une population entière

Deuxièmement, Israël affame délibérément la population palestinienne désespérée en limitant massivement la quantité de nourriture, de carburant, de gaz de cuisine, de médicaments et d'eau qui peut être acheminée à Gaza. De

plus, les soins médicaux sont extrêmement difficiles à obtenir pour une population qui compte environ 50 000 blessés civils. Israël a rigoureusement limité l'approvisionnement de Gaza en carburant dont les hôpitaux ont besoin pour fonctionner et a également pris pour cible les hôpitaux, les ambulances et les postes de premiers secours.

Le commentaire du ministre de la défense, M. Gallant, le 9 octobre, résume bien la politique israélienne: «J'ai ordonné un siège complet de la bande de Gaza. Il n'y aura pas d'électricité, pas de nourriture, pas de carburant, tout est fermé. Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence.»<sup>7</sup> Israël a été contraint d'autoriser un approvisionnement minimal à Gaza, mais les quantités sont si faibles qu'un haut fonctionnaire de l'ONU signale que la moitié de la population de Gaza est affamée». Il ajoute que «dans certaines zones, neuf familles sur dix passent un jour et une nuit entières sans aucune nourriture»<sup>8</sup>.

### Rhétorique de mépris pour l'homme

Troisièmement, les dirigeants israéliens parlent des Palestiniens et de ce qu'ils seront prêts à pratiquer à Gaza en des termes abhorrents, surtout si l'on considère que certains de ces dirigeants évoquent en permanence les horreurs de l'Holocauste. En effet, leur rhétorique a conduit Omar Bartov, éminent spécialiste de l'Holocauste né en Israël, à conclure qu'Israël est hantée d'«intention génocidaire»<sup>9</sup>. D'autres spécialistes des enquêtes scientifiques sur l'Holocauste et les génocides ont lancé des avertissements similaires<sup>10</sup>.

Pour préciser, il est courant que les dirigeants israéliens qualifient les Palestiniens d'«animaux humains», de «bêtes féroces humaines» et d'«horribles animaux inhumains»<sup>11</sup>, ce faisant, ces dirigeants font référence à tous les Palestiniens, non pas seulement au Hamas, comme l'indique en toute évidence le président israélien Isaac Herzog disant: «Là-bas, c'est une nation toute entière qui en est responsable.»<sup>12</sup> Comme le rapporte le *New York Times*, il n'est donc pas surprenant que, dans le discours israélien public, des formules se répètent disant littéralement que Gaza soit «aplatie», «effacée» ou «détruite»<sup>13</sup>. Un général de l'armée israélienne à la retraite a proclamé que Gaza deviendrait «un endroit où aucun être humain ne peut plus exister», affirmant également que «de graves épidémies dans le sud de la bande de Gaza rapprocheront notre victoire»<sup>14</sup>. Un ministre du gouvernement israélien est allé jusqu'à suggérer de larguer une arme nucléaire sur Gaza<sup>15</sup>. Il ne s'agit guère de déclarations sorties de la bouche d'extrémistes isolés, mais de membres éminents du gouvernement israélien.

Bien entendu, il est également beaucoup question de nettoyage ethnique à Gaza (et en Cisjordanie), ce qui reviendrait à produire une nouvelle Nakba.<sup>16</sup> Il suffit de citer le ministre israélien de l'agriculture qui vient de dire: «Nous sommes en train de préparer la Nakba de Gaza»<sup>17</sup>. La preuve la plus choquante des abîmes dans lesquelles la société israélienne est tombée est peut-être une vidéo de très jeunes enfants qui entonnent

une chanson à faire glacer le sang, pour célébrer la destruction de Gaza par Israël: «Dans un an, nous anéantirons tout le monde, puis nous retournerons pour labourer nos champs.»<sup>18</sup>

### Destructions systématiques

Quatrièmement, Israël ne se contente pas de tuer, de blesser et d'affamer un très grand nombre de Palestiniens, il détruit aussi systématiquement leurs maisons ainsi que les infrastructures essentielles, notamment les mosquées, les écoles, les sites patrimoniaux, les bibliothèques, les principaux bâtiments gouvernementaux et les hôpitaux.<sup>19</sup> Le 1<sup>er</sup> décembre 2023, les FDI avaient endommagé ou détruit près de 100 000 bâtiments, y compris des quartiers entiers, réduits à l'état de ruines<sup>20</sup>. En conséquence, 90 % des 2,3 millions de Palestiniens de Gaza ont été déplacés de leurs domiciles.<sup>21</sup> En outre, Israël déploie des efforts concertés pour détruire le patrimoine culturel de Gaza; comme le rapporte [NPR National Public Radio], «plus de 100 sites du patrimoine de Gaza ont été endommagés ou détruits par les attaques israéliennes»<sup>22</sup>.

### Humiliations

Cinquièmement, Israël ne se contente pas de terroriser et de tuer les Palestiniens, il humilie aussi publiquement nombre d'hommes qui ont été arrêtés par les FDI lors de fouilles de routine. Les soldats israéliens les forcent à se mettre en sous-vêtements, leur bandent les yeux et les exhibent publiquement dans leur quartier en les faisant asseoir par grands groupes au milieu de la rue, par exemple, ou en les faisant défiler dans les rues – avant de les faire entrer dans des camions vers des camps de détention. Dans la plupart des cas, les détenus sont ensuite relâchés, car ils ne sont pas des combattants du Hamas.<sup>23</sup>

### Le rôle que joue le gouvernement Biden

Sixièmement, bien que les Israéliens se chargent du massacre, ils ne seraient pas capables de le commettre sans le soutien de l'administration Biden. Les Etats-Unis ont non seulement été le seul pays à voter contre la récente résolution du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant un cessez-le-feu immédiat à Gaza, ils ont également fourni à Israël l'armement nécessaire pour réaliser ce massacre<sup>24</sup>, comme l'a récemment rendu évident un général israélien (Yitzhak Brick): «Tous nos missiles, les munitions, les bombes larguées avec précision, tous les avions et leurs munitions, tout cela nous parvient des Etats-Unis. Aussitôt qu'ils ferment le robinet, notre combat arrête. Nos propres capacités ne suffiront pas [...] Tout le monde comprend que nous ne pouvons pas mener cette guerre sans les Etats-Unis, c'est évident.»<sup>25</sup> Fait remarquable, l'administration Biden a cherché à accélérer l'envoi de munitions supplémentaires à Israël, en contournant les procédures normales prescrites de la Loi sur le contrôle des exportations d'armes<sup>26</sup>.

### Le massacre continue en Cis-Jordanie

Septièmement, alors que l'attention se concentre actuellement sur Gaza, il est important de ne pas perdre de vue ce qui se passe simultanément en Cisjordanie. Les colons

Bethléhem, Noël 2023

### «Tandis que le monde fait la fête, nos enfants gisent sous les décombres»

Cette année, les célébrations de Noël à Bethléhem ont été annulées, pour des raisons évidentes.

Il est impossible de faire la fête, alors que notre peuple à Gaza subit un génocide et que nos enfants sont massacrés de manière on ne peut plus brutale. Tous les chefs des Eglises à Jérusalem ont décidé que les Fêtes de Noël seront consacrées principalement aux prières, en renonçant à tout caractère festif. Nous avons réfléchi sur la signification que Noël aura pour nous Palestiniens et quel sera le message que nous voudrions transmettre au monde.

C'est ainsi que nous avons arboré l'idée de placer une crèche au milieu des décombres, car elles ressemblent à une maison détruite à Gaza, avec l'enfant Jésus couché dans ses ruines. Nous avons vu tant d'images d'enfants qui avaient été récupérées des décombres.

Pour nous, le message est que Jésus s'identifie avec nos souffrances. Il est solidaire avec ceux qui sont opprimés. Il est solidaire avec ceux qui souffrent. Pour nous, ce message garde un élément de consolation et d'espérance pour nous. C'est dans cet esprit que nous adressons ce message au monde entier: «Voyez, c'est de cette manière que Noël se présente à Bethléhem. Or, c'est ainsi que Noël se montre en Palestine – avec l'occupation, les destructions, les bombardements d'enfants.



Crèche en ruine. (photo mad)

Pendant que le monde assiste aux célébrations, nos enfants gisent sous les décombres.

Pendant que le monde assiste aux célébrations, nos familles sont expulsées, leurs maisons détruites.

Voyez donc comment Noël nous apparaît, en Palestine.»

Dr Isaac Munther,  
Pasteur de l'Eglise évangélique-luthérienne  
Eglise de Noël à Bethléhem

Source: Représentation  
de l'Etat de Palestine en Autriche

(Traduction Horizons et débats)



# Aide urgente de l'UNRWA dans la bande de Gaza

## La Suisse neutre est sollicitée

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

La situation pour les habitants de la bande de Gaza est si catastrophique que même les Etats-Unis ont récemment exhorté le gouvernement israélien à éviter les victimes civiles et à respecter le droit international. La vice-présidente Kamala Harris: «Trop de Palestiniens innocents ont été tués. Très honnêtement, l'ampleur des souffrances de la population civile et les images et vidéos en provenance de Gaza sont dévastatrices»<sup>1</sup>. Pendant ce temps, le chef du gouvernement Netanyahu a annoncé le «combat d'Israël jusqu'à la victoire» et a poursuivi ses bombardements massifs sur les villes et les infrastructures, y compris dans la partie sud de la bande de Gaza, après quelques jours de cessez-le-feu. La plupart des habitants de la bande de Gaza – pour autant qu'ils soient encore en vie – vivent désormais serrés les uns contre les autres et dans les pires conditions. Le fait est que, pour Washington, il serait facile d'arrêter les massacres, Israël étant sous perfusion américaine depuis des décennies.

Outre le CICR, l'UNRWA est la principale organisation humanitaire qui tente de soulager les souffrances des habitants de la bande de Gaza. L'UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East) est l'agence de secours des Nations unies pour les réfugiés palestiniens au Proche-Orient. Selon un rapport du Conseil fédéral de 2020, la Suisse soutient l'UNRWA depuis sa création en 1949, à hauteur d'environ 20 millions de francs par an ces dernières années.<sup>2</sup> Et c'est justement maintenant, lors de leur session d'hiver (du 4 au 22 décembre 2023), que les parlementaires suisses ont abordé la question de savoir s'ils voulaient supprimer les 20 millions du budget 2024 ou les laisser en l'état.

### «Aucune organisation de l'ONU ne fait l'objet d'un examen aussi minutieux que nous»

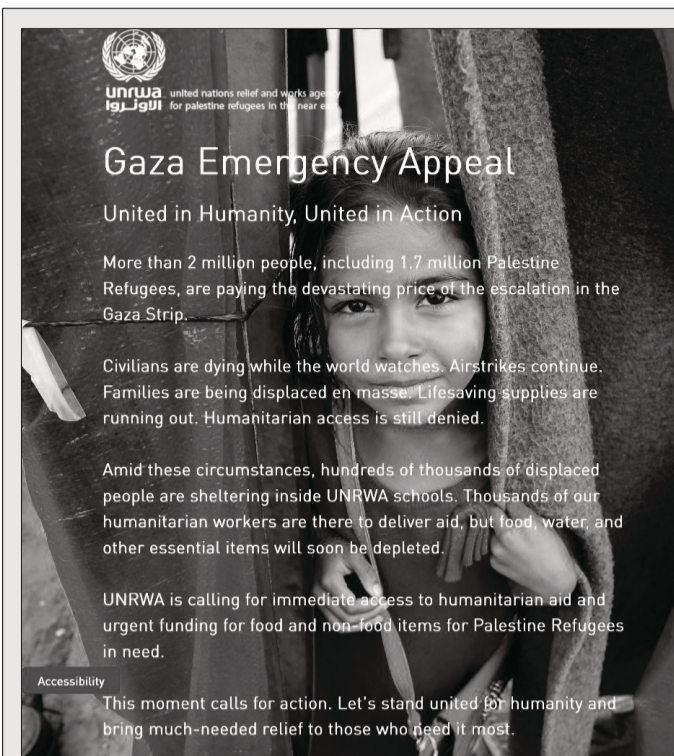
Le rapport du diplomate suisse Philippe Lazzarini, commissaire général de l'UNRWA, publié le 28 novembre 2023 par *Echo der Zeit* (radio suisse), devrait en principe ramener tout le monde à la raison.

Pendant le cessez-le-feu de plusieurs jours, l'UNRWA a certes pu acheminer des biens de secours sur place. Mais «la situation est désespérée». Il a récemment visité une école de l'UNRWA dans la bande de Gaza, où 35 000 personnes sont actuellement entassées: «Les gens manquent de tout. Ils ont tout perdu et ont dû tout abandonner. Ils ont perdu leurs maisons et leurs appartements, ils ont perdu des proches. Ils ne possèdent même plus de couverture ou de matelas. Les conditions d'hygiène sont absolument déplorables. Ils doivent attendre des heures avant d'aller aux toilettes. Les personnes avec qui j'ai parlé ont toutes fondu en larmes et ont dit qu'elles se sentaient totalement impuissantes, appauvries, humiliées. Elles ont l'impression qu'on leur a enlevé leur dignité».

Au Parlement, on a soupçonné le Hamas de profiter de l'aide fournie par l'UNRWA. Philippe Lazzarini a clairement démenti cela à la radio SRF: «Aucune aide n'est détournée des biens d'aide de l'UNRWA». Il a précisé aux Etats-Unis et à différents Etats européens que l'UNRWA travaille sans intermédiaire, qu'elle coordonne quotidiennement la distribution de l'aide avec les autorités militaires israéliennes et qu'elle publie en détail où elle transporte quoi: «Nous sommes donc très transparents et nous sommes constamment contrôlés. Aucune organisation de l'ONU n'est contrôlée aussi étroitement que nous».<sup>3</sup>

### Une décision prise à la hâte au Conseil national sur la base d'affirmations non fondées

Dans la situation d'urgence humanitaire actuelle de la population civile dans la bande de Gaza, il est malvenu pour la Suisse de supprimer de son budget sa contribution à l'UNRWA. Pour-



**Appel à l'aide urgente pour les populations de Gaza en détresse.** Plus de 2 millions d'êtres humains, parmi eux 1,7 millions de réfugiés palestiniens, doivent payer le prix ahurissant que leur impose l'escalade ravageant dans la bande de Gaza. Des civils meurent tandis que le monde reste spectateur. Les attaques aériennes continuent sans cesse. Des familles entières sont expulsées en masse. Des biens vitaux de première nécessité manquent. L'accès à l'aide humanitaire est toujours refusé aux populations souffrantes. Sous ces conditions, des centaines de milliers d'expulsés sont logés dans des écoles de l'UNRWA. Des milliers de nos collaborateurs humanitaires se trouvent sur place pour apporter de l'aide, mais les denrées alimentaires, l'eau et d'autres biens indispensables à la survie s'épuisent. L'UNRWA exige l'accès immédiat à l'aide humanitaire et à la mise à disposition de nourriture et d'autres biens vitaux destinés aux réfugiés palestiniens les plus touchés.

La situation d'extrême urgence nous appelle tous à agir. Investissons-nous ensemble dans notre engagement selon les exigences de notre action humanitaire. Apportons de l'aide à ceux dont la survie en dépend. (Image: screenshot tiré du site Internet UNRWA)

tant, le 11 décembre, le Conseil national a rejeté par 116 voix contre 78 les 20 millions de francs prévus par le Conseil fédéral en faveur de l'UNRWA pour 2024. Ceci sur la base d'une proposition individuelle déposée quelques jours plus tôt. Une décision rapide au détriment de la population civile qui souffre.<sup>4</sup>

La justification de la demande s'appuyait en premier lieu sur les rapports de l'ONG UN Watch, qui examine les activités de l'ONU et de ses organisations du point de vue israélien depuis 1993. UN Watch critique le fait qu'Israël est souvent traité de manière injuste, ce qui violerait les principes fondamentaux de la Charte de l'ONU.<sup>5</sup> Dans ce contexte, UN Watch diffuse des «rapports» unilatéraux sur l'UNRWA et cela depuis des années. Celle-ci engagerait des enseignants qui «glorifient les terroristes du Hamas en tant que martyrs dans leurs cours, voire appellent à la violence contre les juifs», cite l'intervenant au Conseil national. La question de savoir si et dans quelle mesure ce reproche est fondé reste ouverte.

Mais ce qu'il faut maintenant, c'est empêcher une nouvelle hécatombe dans la bande de Gaza. Apparemment, certains ont de la peine à réaliser que les collaborateurs des organisations humanitaires comme l'UNRWA ou le CICR ne

classent pas les gens dans un schéma ami/ennemi, mais que chaque vie humaine leur est précieuse. Ils apportent leur aide de manière neutre et impartiale aux personnes qui en ont besoin. Et ce, au péril de leur propre vie: plus de 100 collaborateurs de l'organisation humanitaire de l'ONU ont été tués depuis le début de la guerre.

### Conseil des Etats: en tant qu'Etat dépositaire des Conventions de Genève, pour la Suisse, les victimes civiles ont la priorité

Contrairement au Conseil national, une petite majorité du Conseil des Etats (23 contre 21, avec une abstention) a approuvé la contribution suisse de 20 millions de francs à l'aide à la Palestine trois jours plus tard. Deux extraits des débats du Conseil des Etats du 14 décembre 2023 témoignent de leur caractère conscient des enjeux humains:

**Maya Graf** (Parti vert de Bâle-Campagne): «Dans cette situation, la responsabilité de la Suisse est énorme. [...] Ceux qui préconisent la réduction de 20 millions de francs la justifient par certaines accusations portées contre l'UNRWA. Elles ont toujours été dans l'air, mais n'ont pourtant pas pu être prouvées. [...] Ici et aujourd'hui, nous ne sommes pas réellement en mesure de juger de tout cela et si des doutes subsistent, les responsables du DFAE doivent avoir la possibilité de prendre position à ce sujet. Comme vous le savez, l'UNRWA est dirigée par le délégué suisse Philippe Lazzarini. Ces dernières semaines, il a multiplié les appels pour que davantage de moyens soient mis à la disposition de l'UNRWA. L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) accomplit un travail très important dans un contexte – nous le savons tous – très, très difficile; c'était également le cas ces dernières semaines en ce qui concerne la situation d'approvisionnement pour les habitants de Gaza. Sachant tout cela, nous devrions être prudents et suspendre la décision de réduction aujourd'hui».

**Isabelle Chassot** (Le Centre, Fribourg): «Pour être tout à fait claire, j'ignore si les reproches de proximité entre l'UNRWA et le Hamas sont avérés. Mais ce dont je suis sûr, c'est que ce qui se passe aujourd'hui à Gaza est l'une des plus graves crises humanitaires que nous connaissions, que les besoins de la population civile sont immenses et que la Suisse, comme dépositaire des Conventions de Genève, oriente sa politique sur le droit international. Pour elle, les victimes civiles sont la priorité. La Suisse soutient, par ailleurs, l'UNRWA depuis de nombreuses décennies.»

### L'aide suisse à la Palestine s'arrête

Le 18 décembre, le Conseil national a malheureusement persisté dans son rejet de la contribution à l'UNRWA par 108 voix contre 85. En revanche, le 19 décembre, le Conseil des Etats a maintenu son oui à une nette majorité (27 oui contre 18 non). «Nous continuons à nous

battre!» a affirmé une conseillère aux Etats en réponse à mon appel personnel en faveur de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza. Le 20 décembre, le Conseil national a maintenu son non pour la troisième fois (110 voix contre 84). Après cette triple divergence, les deux Chambres ont maintenant approuvé à la majorité la proposition de leur conférence de conciliation, lors du vote final du 21 décembre: «Les contributions à l'aide humanitaire pour le Proche-Orient seront versées par tranches. Les commissions de politique extérieure de l'Assemblée fédérale seront consultées avant le versement. Le Conseil fédéral s'assure que les moyens financiers, y compris les crédits supplémentaires, profitent exclusivement à la population civile en détresse au Proche-Orient». Il s'agit tout de même d'un pas dans la bonne direction – la persévérance des combattants pour l'humanité porte ses fruits; certains opposants ont réagi en conséquence avec mécontentement et ont voté une nouvelle fois contre.

### «Nous pensons que les droits des Juifs et des Palestiniens vont de pair»

Remarque sur le débat au Parlement suisse: que les enseignants palestiniens dans les écoles de l'UNRWA critiquent la politique hégémonique israélienne et le traitement indigne de la population palestinienne – qui peut le leur reprocher? Qualifier d'«antisémitisme» le cri de ceux qui sont opprimés depuis des décennies est un peu court. L'antisémitisme trouve ses origines en Europe, pas en Proche-Orient, et implique le rejet et la haine des personnes juives. En revanche, la critique de la politique israélienne à l'égard des Palestiniens n'est pas antisémitisme en soi. En revanche, il est raciste qu'un membre du gouvernement israélien traite d'«animaux» les personnes bâillonnées dans la bande de Gaza. Tout dépend du contexte et des termes employés.

Notre tâche en tant que citoyens suisses – ou d'ailleurs – doit être de viser la voie de l'humanité. C'est la voie que suit, par exemple, l'Israélien Shai Doron, qui construit une piscine couverte pour la population palestinienne au cœur de Jérusalem-Est occupée par Israël – en collaboration amicale avec le Palestinien Wasim Elhaj. «D'autres voient des problèmes, moi je vois des solutions», dit Doron. «Pendant deux ans, la fondation de Doron a travaillé sur le plan de la piscine couverte. Elle a récolté vingt millions de dollars de dons, convaincu la municipalité et obtenu un permis de construire. En été 2022, les pelleteuses ont commencé à creuser le terrain à Jérusalem-Est, dans le quartier de Beit Hanina».<sup>7</sup>

Pour conclure, la parole revient aux écrivains juifs américains qui ont récemment lancé un appel au public [voir cette édition, p. 2; réd.]: «C'est précisément en raison de la douloureuse histoire de l'antisémitisme et des leçons tirées des textes juifs que nous défendons la dignité et la souveraineté du peuple palestinien. Nous refusons le faux choix entre la sécurité juive et la liberté palestinienne, entre l'identité juive et la fin de l'oppression des Palestiniens. Nous pensons au contraire que les droits des Juifs et des Palestiniens vont de pair. La sécurité des deux peuples dépend de la sécurité de l'autre. Nous ne sommes certainement pas les premiers à dire cela, et nous admirons ceux qui ont pris cette façon de penser comme modèle après tant de violence». •

### «Le mandat de l'UNRWA contribue à la stabilité dans la région» (Conseil fédéral suisse, 2020)

mw. Le caractère indispensable des activités de l'UNRWA ainsi que la mission de la Suisse humanitaire et neutre au Proche-Orient ont été relevés par le Conseil fédéral dans son communiqué de presse du 14/10/20, relatif à son rapport sur l'UNRWA. A cette occasion, le Conseil fédéral a replacé la forte extension du champ d'activité de l'Office de soutien onusien, aujourd'hui critiquée par certains parlementaires suisses, dans le contexte historique qui lui appartient: «L'histoire de l'UNRWA est étroitement liée au conflit du Proche-Orient. Le conflit n'ayant pas été résolu à ce jour, depuis les années 1950, le mandat et le domaine d'activité de l'UNRWA ont évolué progressivement. A l'origine, l'accent était mis sur l'aide humanitaire. Bientôt, des tâches quasi-gouvernementales dans des domaines tels que l'éducation et la santé sont venues s'y ajouter».

Quant au reproche selon lequel l'UNRWA assumerait «un rôle trop politique», le Conseil

fédéral a rappelé que l'Office travaillait «dans le contexte hautement politisé du conflit israélo-palestinien». Il a souligné que le mandat de l'UNRWA «restait pertinent» et qu'il «contribuait à la stabilité dans la région».

Il y a trois ans, le Conseil fédéral avait donc indiqué en termes clairs la tâche devant laquelle se trouvaient la communauté mondiale et la Suisse, en affirmant que la question des réfugiés palestiniens était «à résoudre durablement dans le cadre d'un accord de négociation global. Et d'y ajouter: «La Suisse continuera à s'engager en faveur de la fin du conflit au Proche-Orient». Ceci en tant qu'aide-mémoire dans le carnet de notes du Conseil fédéral actuel et du Parlement suisse.

Source: «UNRWA: rétrospective et perspectives après 70 ans». Rapport du Conseil fédéral du 14.10.2020 <https://www.news.admin.ch/news/messageattachments/63245.pdf> (mise en évidence mw)

<sup>1</sup> US Vice President Kamala Harris calls for restraint as Israel strikes Gaza. Reuters du 02/12/2023

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral adopte le rapport de l'UNRWA. Communiqué de presse du Conseil fédéral du 14/10/2020.

<sup>3</sup> Kramer, Brigitte. Gaza-Streifen: Bringt die Waffenruhe Erleichterung? Entretien avec Philippe Lazzarini. Radio RTS, *Echo der Zeit* du 28/11/2023

<sup>4</sup> 23.041 Budget de la Confédération 2024. 202 DFAE/A231.0332 Actions humanitaires (UNRWA). Procès-verbal du 11/12/2023

<sup>5</sup> <https://unwatch.org/about-us/mission-history>

<sup>6</sup> 23.041 Budget de la Confédération 2024. 202 DFAE/A231.0332 Actions humanitaires (UNRWA). Procès-verbal du 14/12/2023

<sup>7</sup> Wenger, Karin. Ein Schwimmbad für Palästina, dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 19/01/2023.

<sup>8</sup> Extrait de «A Dangerous Conflation. An open letter from Jewish writers» (<https://www.nplusunemag.com/online-only/online-only/a-dangerous-conflation/>)

# Qu'est-ce qui incite les gens à la guerre?

## Réflexions sur un échange de lettres entre Albert Einstein et Sigmund Freud

par Peter Kùpfer

Pourquoi la guerre existe-t-elle? Pourquoi ce fléau de l'humanité n'est-il pas encore éradiqué depuis longtemps et vaincu comme la peste? Y a-t-il quelque chose dans les gènes de l'espèce humaine qui l'incite à prendre les armes contre ses semblables? La disposition à la guerre est-elle héréditaire? Face à ce genre de questions, on se heurte souvent à une vision simpliste et pessimiste, à savoir que les guerres ont toujours existé et qu'elles existeront donc aussi longtemps que l'humanité sera présente.

Au cours du premier tiers du 20<sup>e</sup> siècle pourtant, malheureusement particulièrement meurtri par la guerre, la question de la préparation à la guerre a été discutée plus souvent et avec plus de passion qu'aujourd'hui, et de manière extrêmement divergente pendant l'entre-deux-guerres. A l'époque, l'humanité était sous le choc des victimes et des ravages de la Première Guerre mondiale. Et déjà, des signes inquiétants annonçaient qu'une deuxième guerre mondiale allait attiser de nouveaux incendies. Déjà à l'époque, on s'interrogeait sur les fondements psychologiques de la pacification de l'espèce humaine. C'est dans ce contexte qu'un éminent scientifique, **Albert Einstein**, s'est adressé à un pionnier de l'étude de l'inconscient humain, **Sigmund Freud**, pour lui demander quelles étaient les forces intérieures de l'homme qui le rendaient et le rendent toujours si accessible à la propagande de guerre.

Le 30 août 1932, quelques mois avant qu'**Adolf Hitler** ne devienne chancelier du «Troisième Reich» allemand et ne soit autorisé à exercer un pouvoir exceptionnel par le biais de décrets étendus, Albert Einstein, pacifiste déclaré, écrit une lettre à Sigmund Freud, cofondateur de la psychologie de l'inconscient. Einstein avait été encouragé à écrire cette lettre par la **Société des Nations**. Einstein se demanda comment il était possible que, dans des pays civilisés, «le peuple en masse» suive toujours une minorité élitiste qu'elle pouvait «mettre au service de ses avidités» en faisant la guerre. Si cela allait donc entièrement «à l'encontre des intérêts des peuples» qui, elle, optait toujours et partout pour la paix». Et Einstein de mettre avec insistance le doigt sur le fait particulièrement inquiétant, pour le pacifiste déclaré, que cette «incitation à la guerre» avait pu envahir si rapidement la quasi-totalité de la population «qu'une sorte de psychose guerrière de masse

avait vu le jour». Accentuant ainsi la question sur un niveau de la psychologie des masses, Einstein donne lui-même une réponse partielle, malheureusement toujours pertinente, en affirmant: «La minorité des dominants du moment a surtout en main l'école, la presse et le plus souvent aussi les organisations religieuses. Par ces moyens, elle domine et dirige les sentiments de la grande masse et en fait son instrument lui ôtant toute volonté authentique.»<sup>1</sup> Et Einstein d'ajouter à sa question celle-ci, liée et éminemment psychologique, à savoir «s'il existe une possibilité [pour les cercles pacifiques] de diriger le développement psychique des hommes de telle sorte qu'ils deviennent plus résistants aux psychoses de la haine et de l'anéantissement?»<sup>2</sup> Deux questions fondamentales qui nous mettent devant cette troisième, en formule plus générale: **Quelles sont les conditions principales dans nos vies intérieures, essentiellement psychiques, capables de nous orienter vers la Paix, chez l'individu comme chez l'espèce humaine tout entière?**

### Réponses sous l'empreinte traditionnelle

A la lettre d'Einstein, Freud répondit volontiers et de manière détaillée. Sa réponse est pourtant restrictive et sombre. Elle ne répond que partiellement aux questions claires d'Einstein (Freud le note lui-même à la fin) et ne donne aucune raison d'espérer. Elle repose sur la théorie des pulsions de Freud. Son axiome principal part du principe que c'est surtout la vie pulsionnelle, en particulier l'instinct sexuel, qui peut conduire à des irritations (névroses, ensuite appelées psychoses), voire à des maladies de l'équilibre émotionnel, en raison des règles morales strictes de la société (vers 1900!). Plus tard, Freud fait référence, notamment en raison des réalités de la Première Guerre mondiale, à l'existence d'une deuxième pulsion principale à côté d'Eros. Il s'agissait dans la terminologie de Freud du «Thanatos» ou de la «pulsion de mort». Selon Freud, chez tous les êtres vivants, les forces de conservation de la vie (Eros, sexualité) entrent en conflit avec celles de sa destruction (agressivité, guerre). Cette pulsion contraire à la vie serait responsable du fait que l'homme pourrait être sollicité à tuer. Avec cette idée de fond, qui est moins influencée par les connaissances psychologiques que par le style de vie militariste et austère de son époque, Freud reste dans les limites

des concepts de la science et de l'homme de l'époque.

### Le rôle clé des erreurs culturelles enracinées dans nos profondeurs

Par la suite, le développement de l'étude de notre vie émotionnelle inconsciente a heureusement mis l'accent non plus sur la simple économie des pulsions seule, mais sur l'**environnement social** qui influence de manière décisive notre conscience et notre vision du monde, et ceci avant même l'acquisition du langage. Ainsi, selon les recherches psychologiques plus poussées de l'école viennoise d'**Alfred Adler** et de la psychologie personnelle des profondeurs, ce sont surtout les impressions précoces et leur interprétations individuelles qui sont déterminants dans la formation des orientations émotionnelles inconscientes dès le plus jeune âge. En tant qu'être culturel, l'être humain n'est pas tant marqué par ses pulsions que par sa culture et son environnement social. Les relations que nous entretenons avec nos semblables depuis notre plus tendre enfance façonnent notre orientation dans le monde, en fonction de l'environnement social immédiat dans lequel nous grandissons en tant qu'enfants. C'est bien en fonction de nos conclusions, souvent inconscientes, que nous en tirons en tant qu'enfants que notre «image du monde et des hommes» qui se façonne. Dans un environnement autoritaire, l'enfant a souvent tendance à être anxieux et à s'adapter «au plus fort», ce qui peut ensuite se transformer en révolte et en agressivité personnelle. Dans un environnement compréhensif et encourageant, l'enfant aura tendance à développer d'autres qualités intérieures: la perspicacité, la volonté de comprendre, l'aide, la considération. Et, surtout, une conscience de soi solide, basée sur la multitude d'échos l'ayant reconforté dans le projet d'être entièrement ce qu'il est et d'être moins rongé de doutes concernant sa propre personne.

On comprend donc aisément le rôle important que joue l'école dans le développement du caractère de l'être humain. Nous nous rendons compte, de manière de plus en plus claire, que l'éducation ne se réduit pas simplement à des matières inculquées, mais nous ouvre la voie vers la connaissance du monde, acquise grâce à des instructions, des lectures, des discussions et des études. Si cette instruction humaine compétente fait défaut, la

culture qui fait la cohésion de toute société se désagrège. Car la culture humaine, au sens humaniste du terme, doit être transmise consciemment à la nouvelle génération. Pour cela, il faut des personnalités sûres d'elles-mêmes, mûries et sensibles. Des parents qui exigent de leurs enfants une contribution adaptée à leur âge à l'organisation de la vie familiale, des enseignants qui sont plus que des coaches, à savoir des partenaires capables, dans le procès de s'acquérir d'avantage d'humanité, par leur savoir et un comportement adéquat. Des médias aussi, qui mettent en avant l'intérêt de tous et pas seulement le point de vue des lobbies. Une société qui abandonne au hasard cette obligation de perpétuer sa culture risque de la perdre.

### L'image archaïque de l'être humain facilite les théories simplistes

Dans une autre partie principale de sa réponse, Freud utilise à nouveau des clichés dépassés. Il revient sur la remarque d'Einstein selon laquelle l'histoire et l'actualité des événements en Europe montrent que la question du droit et du pouvoir est loin d'être résolue. Partout, on se heurte tôt ou tard au fait que c'est le pouvoir qui crée le droit et non l'inverse, le pouvoir qui s'en tient au droit.

Là aussi, Freud fait passer la thématique du niveau du droit public à un niveau biologique-psychologique douteux en proposant d'assimiler le champ de tension existant entre le droit et le pouvoir à celui du droit et la violence. L'approche au travers de l'assimilation des deux termes (le pouvoir pris comme équivalent de la violence) fait toutefois l'impasse sur l'ensemble de l'évolution, longue de plusieurs siècles, qui va de l'Etat de pouvoir autoritaire et absolutiste vers l'Etat démocratique, constitué par ses citoyens. Le raisonnement de Freud est imprégné autant de l'esprit de son temps que de son hypothèse de base. Il repose sur des concepts qui n'intègrent pas les nouveaux acquis concernant l'évolution de l'espèce humaine et de son psychisme. Cela n'est pas à reprocher personnellement à Freud, mais doit être noté comme une limite de sa pensée. Freud la conçoit dans ces termes-ci. A l'instar des animaux supérieurs parmi lesquels la question de la violence dans la meute se règle par la simple loi de la plus grande force physique, ce que nous

suite page 5

## Prise de position de la République populaire de Chine sur la résolution du conflit israélo-palestinien du 30 novembre 2023

Le conflit israélo-palestinien actuel a causé de lourdes pertes civiles et une grave catastrophe humanitaire. Il constitue une grave préoccupation pour la communauté internationale. Le président **Xi Jinping** a exprimé à plusieurs reprises la position de principe de la Chine sur la situation israélo-palestinienne actuelle. Il a souligné la nécessité d'un cessez-le-feu immédiat et de l'arrêt des combats, en veillant à ce que les couloirs humanitaires soient sûrs et sans entraves, et en empêchant l'extension du conflit. Il a souligné que la solution fondamentale pour sortir de cette situation réside dans la solution des deux Etats, dans l'établissement d'un consensus international en faveur de la paix et dans la recherche d'un règlement global, juste et durable de la question palestinienne à une date rapprochée.

Conformément à la Charte des Nations unies, le Conseil de sécurité assume la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et devrait donc jouer un rôle actif et constructif par rapport à la question de la Palestine. A cet égard, la Chine présente les propositions suivantes:

1. **Mettre en œuvre un cessez-le-feu global et mettre fin aux combats.** Les parties au conflit devraient véritablement mettre en œuvre les résolutions pertinentes

de l'Assemblée générale des Nations unies et du Conseil de sécurité des Nations unies et instaurer immédiatement une trêve humanitaire durable. S'appuyant sur la résolution 2712 du Conseil de sécurité des Nations unies, le Conseil de sécurité, en réponse aux appels de la communauté internationale, devrait exiger explicitement un cessez-le-feu global et la fin des combats, œuvrer à la désescalade du conflit et apaiser la situation dès que possible.

2. **Protéger efficacement les civils.** La résolution du Conseil de sécurité des Nations unies exige explicitement que toutes les parties respectent les obligations qui leur incombent en vertu du droit humanitaire international, notamment en ce qui concerne la protection des civils. Il est impératif de mettre fin à toute attaque violente contre les civils et à toute violation du droit humanitaire international, et d'éviter les attaques contre les installations civiles. Le Conseil de sécurité devrait en outre envoyer un message clair pour s'opposer au transfert forcé de la population civile palestinienne, empêcher le déplacement des civils palestiniens et promouvoir la libération de tous les civils et otages retenus en captivité dans les plus brefs délais.

3. **Garantir l'aide humanitaire.** Toutes les parties concernées doivent, conformément

aux exigences de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, s'abstenir de priver la population civile de Gaza des fournitures et des services indispensables à sa survie, mettre en place des couloirs humanitaires à Gaza pour permettre un accès humanitaire rapide, sûr, sans entrave et durable, et éviter une catastrophe humanitaire d'une gravité encore plus grande. Le Conseil de sécurité devrait encourager la communauté internationale à intensifier l'aide humanitaire, à améliorer la situation humanitaire sur le terrain, à soutenir le rôle de coordination des Nations unies et de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) en matière d'aide humanitaire, et à préparer la communauté internationale à soutenir la reconstruction de Gaza à l'issue du conflit.

4. **Renforcer la médiation diplomatique.** Le Conseil de sécurité devrait tirer parti de son rôle de facilitateur de la paix, tel que prévu par la Charte des Nations unies, pour exiger des parties au conflit qu'elles fassent preuve de retenue afin d'éviter que le conflit ne s'étende et de préserver la paix et la stabilité au Moyen-Orient. Le Conseil de sécurité devrait valoriser le rôle des pays et des organisations régionales, soutenir les bons offices du Secrétaire général des Nations unies et du Secrétariat,

et encourager les pays ayant une influence sur les parties au conflit à adopter une position objective et juste afin de jouer conjointement un rôle constructif dans la désescalade de la crise.

5. **Recherche d'un règlement politique.** Selon les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies et le consensus international, le règlement fondamental de la question de la Palestine réside dans la mise en œuvre de la solution des deux Etats, la restauration des droits nationaux légitimes de la Palestine et la création d'un Etat palestinien indépendant jouissant d'une pleine souveraineté sur la base des frontières de 1967 et ayant Jérusalem-Est pour capitale. Le Conseil de sécurité devrait contribuer à restaurer la solution à deux Etats. Une conférence de paix internationale plus large, faisant autorité et efficace, dirigée et organisée par les Nations unies, devrait se tenir dès que possible afin de formuler un calendrier concret et une feuille de route pour la mise en œuvre de la solution à deux Etats et de faciliter une solution globale, juste et durable à la question de la Palestine. Tout accord sur l'avenir de Gaza doit respecter la volonté et le choix indépendant du peuple palestinien et ne doit pas lui être imposé.

(Traduction Horizons et débats)

«Qu'est-ce qui incite les gens...»  
suite de la page 4

appelons aujourd'hui l'ordre hiérarchique, il en va de même chez les humains. Freud évoque la «horde primitive» dans laquelle le chef est celui qui dispose de la plus grande force physique. Selon lui, c'est le point de départ originel de l'organisation sociale des communautés humaines qui n'a pas changé. C'est cette donnée fatidique, selon Freud, qui empêche l'éclosion d'une culture pacifique. Pour lui aussi, la civilisation croissante a fait croître les forces mentales. Mais depuis les temps anciens, celles-ci ont été utilisées aussi pour développer des armes de plus en plus efficaces. La technologie a ainsi remplacé les forces physiques naturelles pour perpétuer la dominance des humains sur des humains. Un certain contrôle de la domination exclusive d'une élite guerrière qui en a résulté n'a été possible que lorsque les opprimés se sont regroupés et ont ainsi exigé de l'élite, par le biais d'un contre-pouvoir interne, qu'elle fasse preuve de modération et de contrôle. Le fait qu'ils n'aient pas pu se référer efficacement à des idéaux montre, selon Freud, le faible rôle de la religion dans nos cultures. Selon lui, elle n'a pas eu la force d'imposer aux Etats hostiles le commandement de l'amour du prochain. Pour Freud, c'est précisément la Société des Nations qui se montre faible face aux puissances sollicitant la suprématie sur d'autres illustre cette faiblesse de la moralité.

### La réponse de Freud peut décevoir

La réponse de Freud peut décevoir car elle est liée aux stéréotypes de son époque et elle n'est pas exempte, dans ses banalités, de la logique figée en elle-même. En principe, Freud répond à la question d'Einstein sur la manière dont le psychologue explique le phénomène des foules acclamant ceux qui les envoient dans une guerre meurtrière, par le fait même de la guerre. Celle-ci a toujours existé, elle est maintenue en vie par la domination et imposée par toutes les élites par cette pulsion dominante (vers l'intérieur autant que vers l'extérieur). Il existe pourtant des doutes justifiés quant à son raisonnement, notamment quant à l'hypothèse freudienne initiale selon laquelle le droit qui régnait parmi les hommes aurait toujours été imposé par la violence nue. La communauté humaine et sa culture seraient essentiellement causées et produites par le pouvoir qui, lui, reposait entièrement sur la violence de quelques-uns, les plus forts. Dans cette perspective, la préhistoire et l'histoire de l'humanité prennent les formes d'une succession perpétuelle de coups de force désolants. L'agriculture, l'artisanat, le commerce, l'éducation, l'urbanisme, la construction de routes, la philosophie, la formation, les mathématiques, la technique, la prospérité et la démocratie en tant que forme d'Etat souhaitée auraient-ils

### Les questions d'Einstein – plus actuelles que jamais

Einstein se demanda comment il était possible que, dans des pays civilisés, «le peuple en masse» suive toujours une minorité élitiste qu'elle pouvait «mettre au service de ses avidités» en faisant la guerre. [...] Accentuant ainsi la question sur un niveau de la psychologie des masses, Einstein donne lui-même une réponse partielle, malheureusement toujours pertinente, en affirmant: «La minorité des dominants du moment a surtout en main l'école, la presse et le plus souvent aussi les organisations religieuses. Par ces moyens, elle domine et

dirige les sentiments de la grande masse et en fait son instrument lui ôtant toute volonté authentique.» [...] Deux questions fondamentales qui nous mettent devant cette troisième, en formule plus générale: **Quelles sont les conditions principales dans nos vies intérieures, essentiellement psychiques, capables de nous orienter vers la Paix, chez l'individu comme chez l'espèce humaine tout entière?**

Albert Einstein, correspondance avec Sigmund Freud sur la question si la psychologie offre une voie pour que l'humanité vienne à bout avec la guerre, 1932

pu voir le jour dans ce monde ravagé par la guerre globale permanente dans le but des élites de maintenir leur suprématie? Tout cela sous le fouet inlassable de tyrans insomniaques? Insomniaques parce qu'ils avaient raison de craindre partout et toujours le prochain coup d'Etat?

De telles hypothèses de base suppriment toute possibilité et chances liées à la naissance de l'Etat démocratique surgissant à l'époque moderne, en tant que contrat entre citoyens responsables (Rousseau), de même que la séparation des pouvoirs en tant que principe d'une démocratie qui fonctionne (Montesquieu), le pouvoir du peuple (les philosophes des Lumières européens sur la base du droit naturel et des droits de l'homme), ci-inclus Kant (pour qui l'Etat n'est concevable que comme Etat de droit, dans la mesure où ses lois reposent sur le droit naturel et donc sur la garantie de la dignité humaine).

### La «horde primitive», elle aussi, avait besoin de paix

Aucun d'entre nous ne sait si la horde primitive a jamais existé, telle qu'elle est représentée par Freud. Partout où notre savoir ne suffit pas à contenter notre curiosité, nous nous imaginons quelque chose. Le berceau de l'humanité se trouvait-il en effet dans la horde primitive? Et si oui, celle-ci pouvait-elle fonctionner comme Freud l'imaginait, sur la base de l'image de l'homme habituelle à son époque? Par contre, nous disposons de quelques éléments plus certains qui nous proviennent des acquis de l'anthropologie, par exemple d'Adolf Portmann, pionnier suisse de l'anthropologie scientifique moderne. Selon sa formule répandue, le nouveau-né humain est un «prématuré social». Sans le réseau social minimal qui l'entoure, le nouveau-né serait voué à périr.

Alors qu'un agneau nouveau-né se dresse sur ses pattes en un temps record et boit aux mamelles de sa brebis identifiée, et qu'il commence à sauter allégrement peu de temps après, le nouveau-né de l'espèce humaine met beaucoup plus de temps. Pour survivre, il a besoin d'attention (ce qu'il partage avec l'ani-

mal), mais aussi de culture (ce qui distingue l'espèce humaine du monde animal): chaleur, vêtements, hygiène, nourriture spéciale, si possible cuite. Il prend beaucoup de temps à apprendre à se redresser, à marcher et encore plus longtemps à parler. En tant que prématuré social, il a besoin d'un «utérus social», autre notion-image bien trouvée de Portmann pour dénommer sa dépendance existentielle d'un foyer familial sûr, calme et prudent qui l'entoure. Tout ce dont il a besoin lui vient de l'extérieur. Mettre au monde des enfants, s'en occuper et les élever exige déjà l'existence d'une culture minimale. La civilisation humaine s'est développée fondée sur le besoin de protection et de soins, et non pas à celui de la guerre. Un peuple qui devrait sans cesse combattre des ennemis, à l'intérieur comme à l'extérieur, n'aura plus ni le calme ni le temps de réaliser cette prestation culturelle élémentaire.

Ce sera également le destin d'un peuple qui ne trouve plus le moyen de former sa progéniture à la vie dans sa culture. La serviabilité, l'écoute, l'intérêt, l'apprentissage et la participation à ce qui s'est révélé porter du sens pour tous – chez nous autres êtres humains, ce n'est plus depuis longtemps une pure affaire d'instinct ou de pulsions, c'est d'abord une acquisition culturelle et donc un apprentissage. Il est garanti d'abord par nos personnes de référence immédiates (autrefois on pouvait encore dire: principalement par la mère), ensuite par la famille, enfin par la communauté de vie plus large. Tous ces instances garantissant dès notre naissance notre vie ne mettent pas d'abord l'accent sur la guerre, mais sur la paix. L'humanité n'a pas survécu parce que quelques

hordes auraient gagné leurs guerres. Bien au contraire. Elle a survécu jusqu'à présent malgré les nombreuses guerres. Grâce à l'attention de l'un envers l'autre, grâce à la faculté psychique élémentaire – la compassion. Par le travail, par le sacrifice, par la répartition des tâches. Tout cela présuppose un consensus, donc une entente, si possible en paix. Sinon, nous n'existerions plus depuis longtemps ou, plus probablement, pas du tout, nous partagerions alors le destin d'une erreur de l'évolution corrigée par la nature elle-même, semblable à celui des dinosaures.

### Nous apprenons nos aptitudes à la paix

Restons donc là, sur du terrain ferme. L'être humain, dans tout ce qu'il sait et est capable de faire, l'a appris. Il n'est pas esclave de ses pulsions ni de ses instincts (principalement perdus). Il a reçu en cadeau évolutif son cerveau, dans lequel se forme, au fil du temps, sa vision de lui-même, des autres, du monde et de ceux qu'il prend pour ses amis ou pour ses ennemis. Cela explique que l'éducation – éducation de l'esprit, éducation du cœur, de l'âme, du sens de sa responsabilité, éducation à la participation à un ensemble solidaire qui l'en récompense par son respect – est cruciale pour lui en tant qu'individu, mais aussi pour la communauté humaine en général. Si, pour les enfants, les seules figures d'identification deviennent des personnages imaginaires, s'ils admirent la violence et vivent selon l'idéal d'être «cool» (ne montrant la moindre compassion et la perdant donc ainsi), alors eux et leur environnement passent à côté du grand cadeau que l'évolution nous a offert: l'apprentissage – individuel et social à la fois – pour nos propres besoins et pour ceux relevant de la vie en communauté. Il ne s'agit pas seulement d'un processus cognitif, mais aussi et surtout d'un processus émotionnel. Nous pouvons apprendre la guerre, mais aussi la capacité à faire la paix. Plus nous commençons tôt à travailler pour la paix, même à petite échelle, plus le résultat sera stable. Mais une société qui se passe d'éduquer sa jeunesse ne produit que le chaos. Et du chaos, la boîte de Pandore de nos temps modernes, émane tout ce qui menace la Paix.

<sup>1</sup> Citations d'après Einstein, Albert/Sigmund Freud. *Warum Krieg*, Zurich 1996 (Kleines Diogenes Taschenbuch), ISBN 3-257-70044-x, celle-ci p. 25 et suivante.

<sup>2</sup> op. cit., p. 27

## La position de l'Afrique du Sud sur la guerre dans la bande de Gaza

### Rencontre entre le Président Ramaphosa et le Conseil des députés juifs d'Afrique du Sud

«Aujourd'hui, 13 décembre 2023, le Président Cyril Ramaphosa a rencontré les dirigeants du South African Jewish Board of Deputies (SAJBD) à la Résidence présidentielle Mahlamba Ndlopfu à Pretoria.

Le SAJBD a sollicité le président Ramaphosa sur les points suivants:

1. Rétablir totalement les relations diplomatiques avec Israël, en rouvrant notamment l'ambassade d'Afrique du Sud à Tel-Aviv et en donnant l'assurance que l'ambassade d'Israël à Pretoria ne sera pas fermée, afin de permettre le retour de l'ambassadeur d'Israël en Afrique du Sud.
2. Se prononcer et/ou agir contre le boycott des entreprises israéliennes et juives en Afrique du Sud.
3. Protéger la communauté juive sud-africaine contre les incidents et/ou les attaques antisémites.

Le président Ramaphosa a réaffirmé la position du gouvernement sud-africain sur le conflit actuel entre Israël et la Palestine, à savoir que le gouvernement sud-africain :

1. soutient le peuple palestinien qui a enduré plus de sept décennies d'une brutale occupation relevant de l'apartheid;
2. condamne les attaques menées par le Hamas, le 7 octobre 2023, contre des citoyens israéliens, y compris des femmes et des enfants;
3. appelle à la libération de tous les otages;
4. condamne le génocide actuellement perpétré contre le peuple de Palestine, y compris les femmes et les enfants, par le biais de la punition collective et de l'incessant bombardement de Gaza;

5. demande à la Cour pénale internationale d'enquêter sur toutes les atrocités et tous les crimes de guerre commis en Israël et en Palestine et de faire en sorte que tous les responsables répondent de leurs actes;

6. appelle à la cessation immédiate des hostilités afin de permettre l'acheminement d'une aide humanitaire plus importante à Gaza et à ses environs;

7. appelle à la reprise des négociations entre les Palestiniens et Israël en vue de parvenir à une solution à deux Etats selon les frontières internationalement reconnues de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale de la Palestine.

Le président Ramaphosa a précisé que les diplomates sud-africains basés à Tel-Aviv resteraient en Afrique du Sud à des fins de consultation pendant la durée du conflit actuel, mais que le gouvernement s'efforcerait d'apporter tout le soutien nécessaire à ses ressortissants qui auraient besoin d'aide. Le président a également rappelé que le gouvernement condamnait les comportements antisémites à l'égard des Juifs d'Afrique du Sud, notamment le boycott des entreprises appartenant à des Juifs, ainsi que l'islamophobie. Le président Ramaphosa a appelé tous les Sud-Africains à rester fidèles aux principes de la constitution du pays.

Tous les participants se sont félicités de l'occasion qui leur avait été offerte de s'exprimer ouvertement et franchement et se sont engagés à poursuivre la recherche de solutions aux problèmes soulevés ainsi qu'au conflit dévastateur et irréductible qui sévit au Proche-Orient.»

Source: RSA/Renseignements pour les médias, message publié par La Présidence, Pretoria; media@presidency.gov.za (Traduction Horizons et débats)

### Courrier des lecteurs

### Le conflit au Proche-Orient n'a pas de fin en vue

L'attaque du Hamas est et a été une catastrophe injustifiable. Qu'elle n'ait pas été prévue par le Mossad, censé être le service secret le mieux informé, est à peine croyable. Avec cela, le conflit sous-jacent qui bouillonne depuis de nombreuses décennies, ne vient bien entendu pas à ses fins. Sans ce conflit, le Hamas n'existerait pas non plus. Il n'a jamais été réglé, car Israël n'a aucun intérêt à le faire. On a déjà trop souvent souligné qu'il s'agissait d'un territoire biblique et donc israélien. Les sanctions de l'ONU ne servent à rien, elles ne sont pas non plus appliquées. Tant que les dirigeants israéliens ne se déclarent pas prêts à trouver une solution juste et équitable, il n'y aura pas de changement. Sans Etat palestinien, il n'y aura jamais de paix. Pendant des décennies, rien n'a été fait dans la direction d'un règlement durable, et maintenant les Palestiniens doivent être expulsés de leur terre. D'abord vers le sud, et lorsque l'Egypte ouvrira ses portes, ils devront y disparaître complètement.

Werner Ritter, Schaffhouse

(Traduction Horizons et débats)

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit  
international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen  
Redaction  
Peter Kùpfer

Rédaction et administration  
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch  
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6  
IBAN: CH64 9000 0000 3774 8548 50  
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros  
ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.  
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants  
uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'ex-  
traits courts et de citations avec indication de la source «Horizons  
et débats, Bazenheid».

# Misères de l'Éducation en Suisse

## Origines et évolutions

par Eliane Perret

### L'Éducation pour tous – une exigence pour la paix

Après les horreurs de la deuxième guerre mondiale des personnes responsables ont exigé de créer dans notre monde, avec la Déclaration universelle des Droits de l'homme, les bases pour une vie commune en paix. Ces personnes conscientes du but et de la direction de la formation et de l'éducation de la génération montante donneront les bases décisives pour les sentiments, la pensée et les actions. En effet l'article 26, souligne dans son alinéa 2:

«L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.»<sup>1</sup> Un regard sur la situation mondiale actuelle montre que ce but est loin d'être atteint, bien que la plupart des pays de ce monde aient ratifié ce document.

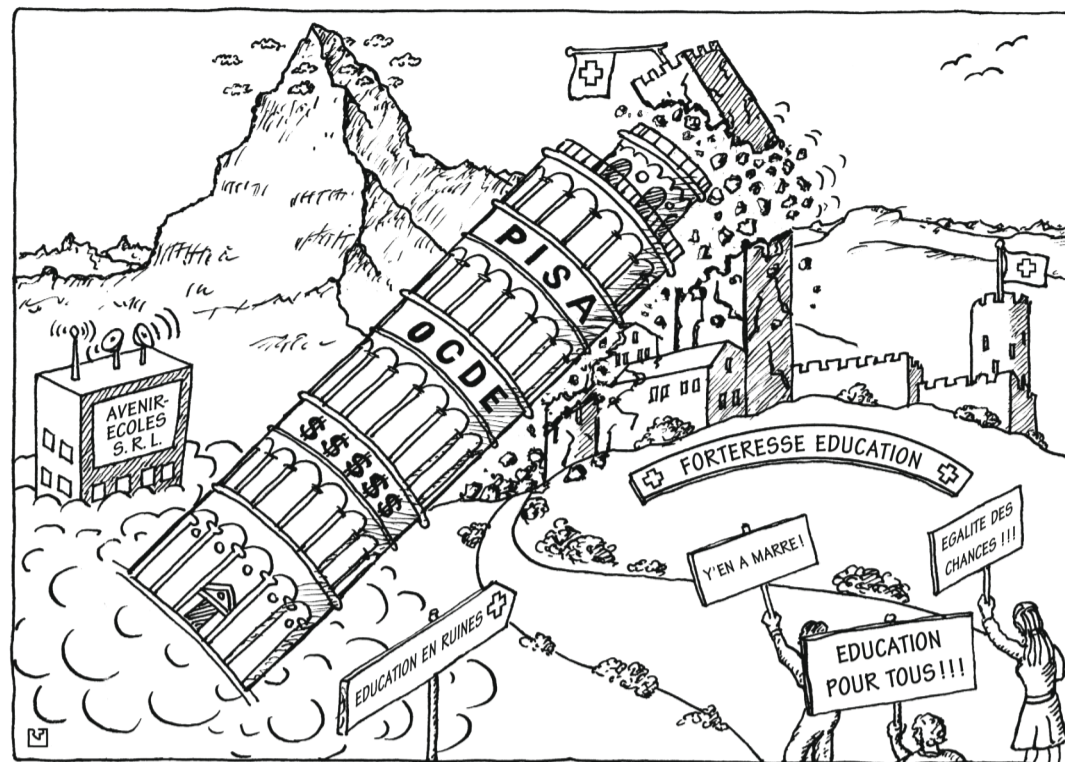
### L'Éducation – pilier de la démocratie directe

C'est une tâche spéciale qui revient à l'éducation en Suisse. Dans ce pays neutre avec sa démocratie directe, tous les enfants et adolescents doivent passer par une formation vaste qui plus tard les rendra capables de saisir leurs droits et leurs tâches et mener leurs actes dans cette direction, et de manière autonome. Ce qu'on exige de l'école publique, c'est de former des citoyens qui disposent d'un savoir fondé. Ce n'est ainsi que la continuité de notre démocratie directe moderne est assurée et, avec elle, une vie en liberté. C'est également ainsi que les citoyens seront capables, au-delà de leur propre horizon, d'agir en faveur de la paix dans le monde.

Les faits concernant nos écoles et le niveau de formation des adolescents sortant de nos écoles montrent cependant une réalité tout autre. Malheureusement quant à l'état actuel de l'éducation scolaire, il nous faut parler de vraie misère. Pour arriver à ce constat, on n'aurait en effet pas eu besoin d'un test de Pisa. Pisa est l'abréviation pour le terme en anglais «Programme for International Student Assessment». Il a été inventé pour constater, en chiffres seuls et ainsi se conformant au monde numérique, en déclenchant «les résultats» des réformes. C'est d'autant plus étonnant de lire, ces derniers jours, dans nos médias qui jubilent face «aux résultats réjouissants» pour la Suisse soulignant qu'elle se range parmi «les dix-huit pays ayant atteint de meilleurs résultats que la moyenne» – en mathématiques, en lecture et en sciences naturelles. Selon eux, en somme toute la Suisse s'en sortirait bien, même «très bien». Au niveau international il y aurait encore «beaucoup de pays occupant des rangs au-dessus de la Suisse. Mais est-ce une base honnête pour la Suisse, d'antan fief de l'éducation scolaire, de comparer ses prestations avant tout avec ceux figurant au-dessous d'elle? On se frotte pourtant les yeux pour de bon quand l'article constate: «Malgré ce bon résultat au niveau international il faut souligner que c'est presque un élève suisse sur cinq qui n'atteint pas les compétences minimales en mathématiques décrites par l'OCDE. En lecture c'est même un élève sur quatre qui n'atteint pas le seuil de tolérance.»<sup>2</sup> En sciences naturelles c'est pareil, presque un quart des adolescents qui n'arrivent pas à dépasser le niveau minimum. Autrement dit, 20 à 25 pourcent de nos élèves abandonnent leur période scolaire obligatoire de neuf ans sans suffire aux exigences des matières clés. La Suisse n'était-elle pas considérée jadis comme étant à la pointe au niveau international, comme une forteresse de l'Éducation? Un débat honnête s'impose donc, d'abord sur le sens et non-sens des examens Pisa, et également sa genèse et son impact sur la politique de l'éducation, au niveau mondial. Des analyses et des enquêtes impartiales et indépendantes, fondées scientifiquement, existent depuis longtemps. En prendre connaissance et en tirer les conséquences relève de l'urgence. C'est une attitude obligatoire de nous tous envers la jeune génération, notre avenir.

### Le «choc Spoutnik» et ses suites

Déjà en 2008, il y a donc 15 ans, Roman Langer, assistant scientifique de l'«Institut für



Les résultats des tests Pisa montrent que les réformes scolaires de ces dernières décennies, étrangères à la théorie et à la culture, ont touché le cœur de l'ancienne «forteresse» de la formation selon le modèle pédagogique suisse. C'est donc une nouvelle réflexion ouverte et honnête qui s'impose. (photo rp)

Pädagogik und pädagogische Psychologie» de l'Université Johannes Kepler à Linz, a publié une enquête sur les tenants et aboutissants de la création du test Pisa. Sa recherche n'a rien perdu de son actualité.<sup>3</sup> «A quoi bon créer Pisa?», voilà sa question démontrant le développement pris par la politique de l'Éducation depuis la moitié des années 50 du siècle passé, lorsqu'un nouvel ordre mondial de l'Après-guerre s'est établi. On parlait du «choc Spoutnik» lorsqu'en 1957, l'Union soviétique comme premier pays du monde a lancé un satellite dans l'orbite terrestre. Pour les Etats-Unis, c'était un signe inquiétant de l'avance technique (et donc militaire) de l'URSS sur eux, avance qu'ils estimaient être une menace envers leur suprématie en technologie spatiale. Ce fut pour le monde occidental, comme le décrit Langer, le coup d'envoi également pour des réformes scolaires modernes. C'est à partir de ce moment que se déroula tout le système du «Test Pisa».

A l'époque, c'était un secret de Polichinelle que le système scolaire américain était précaire. Il s'est développé de plus en plus en faveur des écoles d'élites privées coûteuses qui allait de pair avec les écoles publiques négligées. Evolution qui se moquait bien du principe démocratique de l'égalité des chances. C'est pourtant difficile à comprendre pourquoi les Etats-Unis, sous le traumatisme du «choc Spoutnik», avaient peu agi pour remédier à son système scolaire, visiblement en état piteux. Au lieu de cela, en 1958, les Etats-Unis étaient en voie de mettre en route un programme d'urgence, basé sur le principe de l'utilitarisme, imposé à leurs écoles, en négligeant cependant tout critère de base. Il fut couronné de succès dont disposaient amplement les systèmes éducatifs européens.

### Un nouvel acteur s'impose

Aujourd'hui, c'est un fait malheureusement amplement accepté, que notre système d'Éducation permet d'être évalué par les tests Pisa, élaborés par l'OCDE (think tank en faveur de la mondialisation économique). L'OCDE, fondée en 1961, avait au début qu'un rôle accessoire dans la politique de l'Éducation, car celle-ci était du domaine de l'Unesco. L'OCDE a cependant dès le début montré des ambitions de prendre son essor et de devenir un acteur dans la politique mondiale de l'Éducation. Déjà dans l'année de sa fondation, elle a mené une conférence sur la croissance économique et des investissements dans les systèmes d'Éducation. Son aspiration était une uniformisation informelle de la politique de l'Éducation dans le monde occidental et elle a essayé de mettre les sciences naturelles au centre des plans d'éducation. Dans les années soixante, les Etats-Unis ont prié l'OCDE pour une première fois de développer des indicateurs et un manuel pour évaluer les prestations dans le secteur de formation et d'apprentissage des Etats-membres. L'OCDE est ainsi devenue médiatrice d'analyses scienti-

fiquement fondées et un forum pour des discussions. Bien qu'elle n'avait pas encore une influence directe sur la politique de l'éducation, le premier pas avait été fait.

### Libéralisation, dérégulation, privatisation

Dès le milieu des années 1970, une crise économique a déterminé les événements dans les Etats occidentaux. Libéralisation, dérégulation et privatisation du commerce et des marchés devaient générer de la croissance et de l'innovation. L'ordre économique néolibéral de la Chicago School of Economics (avec Milton Friedmann et Friedrich von Hayek) a évincé la théorie économique de John Maynard Keynes et a dorénavant marqué le cap. Les organisations économiques internationales comme la Banque mondiale, le FMI, l'OMC et l'OCDE ont été utilisées pour imposer cette stratégie. Par conséquent, on voulait aussi changer les bases et les objectifs de l'Éducation. Un vrai changement de paradigme a été planifié.

### Soit je décide, soit ...

Aux Etats-Unis, le système éducatif et scolaire devait être réorienté. Le rapport sur l'Éducation «A Nation at Risk», publié en 1983, a été à l'origine de cette décision et a attribué une note lamentable aux écoles américaines. Ce bilan a été un choc comparable au «choc Spoutnik» (et plus tard au «choc Pisa» en Suisse, en Allemagne et en Autriche). Il a déclenché une vague de réformes dans le système éducatif américain, dans laquelle on peut déjà reconnaître les changements ultérieurs du système éducatif et scolaire dans les pays européens germanophones. La relation des Etats-Unis avec l'Unesco et l'OCDE a également été importante pour la suite des événements. L'Unesco, le responsable du développement éducatif au niveau mondial, était jusqu'alors dominé par les Etats occidentaux. Cependant, le rapport des majorités était changé de sorte que les décisions n'étaient plus prises par les pays occidentaux jadis dominants. Lorsqu'en 1984, une résolution a été adoptée pour réduire la dépendance vis-à-vis des quatre plus grandes organisations de presse (AP, UPI, AFP et Reuters), les Etats-Unis ont quitté l'organisation, suivis par la Grande-Bretagne et Singapour.

### La naissance de Pisa

L'OCDE devait s'engouffrer dans cette brèche en revalorisant son rôle dans le domaine de l'Éducation. Les Etats-Unis ont directement fait pression sur l'OCDE pour qu'elle développe des indicateurs permettant, au niveau international, la qualité des systèmes éducatifs. Cette démarche visait à exercer une pression «d'en haut», notamment aux Etats-Unis, et à saper la souveraineté des Etats fédérés en matière d'Éducation. (La France a d'ailleurs eu recours à une procédure similaire pour ordonner et imposer des réformes au niveau national). L'OCDE s'est d'abord opposée à la demande des Etats-Unis. Mais lorsque ces derniers ont menacé de quitter l'organisation, elle a cédé et a changé sa

ligne politique en matière d'Éducation. L'OCDE a remplacé dès lors l'Unesco dans son rôle d'instance globale en politique éducative et est devenue le promoteur d'une nouvelle stratégie éducative. Pour cela, un réseau de collaborateurs était nécessaire. Au milieu des années 90, l'OCDE a donc nommé des coordinateurs nationaux chargés de populariser, dans les milieux de l'Éducation, la «culture des indicateurs», telle que nous la connaissons aujourd'hui en tant que critères d'évaluation. Elle a ensuite recruté des scientifiques spécialisés dont l'orientation vers le traitement des données allait de plus en plus dominer le débat sur les questions d'Éducation. Enfin, un système généralisé de collecte de données sur l'Éducation et les performances scolaires a été mis en place dans les pays membres de l'OCDE. Ce fut la naissance de Pisa.

### Un travail de lobbying et une armée de scientifiques

Lorsqu'en 1995, l'examen des services éducatifs nationaux prévu par Pisa a été présenté aux pays membres de l'OCDE, il n'a pas été bien accueilli et a été rejeté. Mais les promoteurs n'ont pas baissé les bras. Ils ont poursuivi leur plan, complété par un travail de lobbying en arrière-plan. Une armée de 300 scientifiques a été mandatée pour soustraire Pisa à toute critique sur le plan méthodologique.

Ainsi, la stratégie de politique économique de l'OCDE, le statut d'expert des scientifiques consultés et le travail de lobbying se sont combinés avec les intérêts économiques importants des groupes internationaux privés de l'Éducation et des prestataires de formation. Ceux-ci se sont chargés d'influencer le processus de formation de l'opinion des décideurs en matière de politique de l'Éducation par le biais de «think tanks» et de «spin doctors». Ils déposaient leurs intérêts auprès des gouvernements et exerçaient une influence par le biais de leurs réseaux avec des organisations internationales. En 1997, la phase de constitution d'une stratégie commune en matière de politique éducative par l'OCDE était terminée. A cela s'ajoutaient les processus de réforme des universités, menés par l'Allemagne, la France et l'Italie. Les résistances qui se sont manifestées ont été surmontées grâce à l'association des différents acteurs, l'UE jouant un rôle important à cet égard. C'est ainsi qu'un deuxième vote a eu lieu en 1997, au cours duquel Pisa a été adopté par les pays membres. La «Peer pressure» («la pression des pairs») et le slogan qui y est relié, à savoir qu'il fallait vivre avec son temps et préparer l'école au monde de demain, ont certainement pesé dans la balance. Il ne fallait donc pas se soustraire à l'introduction d'un système d'évaluation orienté vers l'OCDE. Depuis, cet argument éternelle de la modernité est injecté à chaque réforme afin de mettre les opposants à l'écart en les considérant comme dépassés et d'étouffer toutes discussions.

### L'OCDE dans le rôle de leader

Plus personne ne s'opposait alors à l'introduction de Pisa, et les travaux allaient bon train. Parallèlement, les ministres de l'Éducation de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et de la Grande-Bretagne ont lancé une initiative organisée au niveau de l'Etat-Major général, visant à réformer les universités européennes. La raison invoquée était la mondialisation et les changements rapides qui en découlent, auxquels il fallait réagir et qui englobaient les domaines de la recherche et du développement. En d'autres termes, les objectifs étaient fixés par de puissants acteurs politiques occidentaux au niveau national et international. Les gouvernements leur ont donné une grande marge de manœuvre et ont finalement confié à l'OCDE le rôle de leader pour définir les critères de qualité de l'Éducation. Il convient ici de se demander de manière critique si les décideurs politiques étaient vraiment bien informés.

### Le «choc Pisa» déclenche une vague de réformes

Ainsi, en 2000, l'étude Pisa a été menée pour la première fois et, à l'instar du «choc Spoutnik» et du rapport «A Nation at Risk», elle provoqua un choc dans les différents pays. En

175 ans de Constitution fédérale suisse

# La Constitution fédérale et le catholicisme en Suisse

## L'intégration successive des perdants

par Dr. phil. René Roca, Institut de recherches sur la démocratie directe (www.ird.ch)

Durant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et en partie encore aujourd'hui, certains historiens suisses ont entretenu le «récit magistral» selon lequel les libéraux suisses auraient été les seuls à créer l'Etat fédéral et toutes ses réalisations. Même si les libéraux, surtout les modérés, peuvent revendiquer une grande part de l'Etat fédéral suisse tel qu'il évolua, il ne faut pas négliger l'influence des catholiques conservateurs et des premiers socialistes. Même en cette année où nous célébrons le 175<sup>e</sup> anniversaire de la Constitution fédérale suisse, des articles ont été publiés ne mettant en avant que le côté libéral. L'article ci-dessous souhaite mettre en évidence et rendre hommage à la contribution des catholiques conservateurs dans l'Etat fédéral qu'est devenue la Suisse.

Il y a un an, le président de la Confédération suisse, Alain Berset, a tenu une allocution de Nouvel An au Musée national de Zurich pour marquer le 175<sup>e</sup> anniversaire de la Constitution fédérale suisse. A cette occasion, il a notamment évoqué l'influence du catholicisme:

«[...] Après la guerre du Sonderbund (all., alliance à part), les cantons vainqueurs n'ont pas simplement écrit une nouvelle constitution mais l'ont imposée aux cantons catholiques. Ils l'ont fait ensemble. Et ils ont créé un Etat souverain, capable d'opérer sur un pied d'égalité avec les puissances européennes.»

Cette Constitution de 1848 a été une étape décisive pour la Suisse. [...] C'est à elle que nous devons notre culture du dialogue. Elle a été suivie d'autres étapes importantes, je pense notamment à l'introduction de l'initiative et du référendum, la base de notre démocratie directe. Ces institutions et ces valeurs sont toujours celles pour lesquelles nous nous engageons encore aujourd'hui. [...]

Le président de la Confédération d'alors évoque là des points centraux de l'histoire de la création de la Constitution fédérale suisse de 1848 et certaines conséquences importantes, soulignant l'influence des cantons catholiques à cet égard. C'est également ce que souligne l'historien suisse Oskar Vasella (1904–1966), qui a appelé à étudier de plus près les antécédents du Sonderbund, afin de mieux cerner les sources de la Constitution fédérale suisse:

«Après tout, ce n'est peut-être que grâce à la résistance des conservateurs pendant des années et à la guerre du Sonderbund que la vague révolutionnaire a été brisée. La Constitution fédérale de 1848 a sauvé le principe des cantons, préservant ainsi l'idée de l'équilibre entre les petits et les grands cantons.»

Malgré la défaite du Sonderbund, certaines de ses revendications, comme le montre Vasella avec notamment le principe des cantons, ont été intégrées dans la conception de la nouvelle Constitution fédérale de 1848. La «Com-



ISBN 978-3-7965-3498-0

mission de révision fédérale», composée de 23 membres, dont aucun catholique conservateur mais quelques catholiques libéraux, s'est efforcée, lors de l'élaboration de la Constitution fédérale, de respecter les droits et les libertés des cantons du Sonderbund ainsi que la religion catholique. Les vainqueurs ont notamment tenu compte du souhait d'une large souveraineté des cantons, également exprimé par des groupes catholiques libéraux. De cette manière, les perdants ont pu être bien intégrés dans le nouvel Etat fédéral au fil du temps.

### La nouvelle Constitution fédérale et le catholicisme suisse (1848-1874)

Les objectifs de guerre explicites des troupes de la Diète fédérale, qui reposaient sur une décision de la majorité de la Diète, étaient la dissolution du Sonderbund et l'interdiction de l'ordre des Jésuites. Avec l'armistice qui suivit la courte guerre du Sonderbund, le conseil de guerre du Sonderbund fut dissout précipitamment. L'interdiction des Jésuites fut écrite en force de loi par la commission qui rédigea la Constitution fédérale en 51 jours, dans un article spécifique: «Art. 58. L'Ordre des Jésuites et les sociétés qui lui sont affiliées ne peuvent être reçus dans aucune partie de la Suisse». Toutefois, cette violation de la liberté religieuse ne se limitait pas à l'ordre des Jésuites. Ainsi, la population juive de Suisse n'a obtenu la liberté d'établissement qu'en 1866, ensuite le droit de pratiquer librement sa religion en 1874.

L'interdiction des Jésuites et la discrimination des religions non chrétiennes ne doivent toutefois pas faire oublier que l'Etat fédéral, en établissant la souveraineté cantonale en matière d'école et d'Eglise et en introduisant le Conseil des Etats et la majorité des Etats, a ainsi placé des accents radicalement fédéralistes, allant en toute évidence dans le sens des perdants catholiques. La Constitution fédérale associait le principe national au

maintien des Etats en tant que cantons souverains. La Confédération et les Etats membres remplissaient leur mission dans le cadre d'une coopération dualiste basée sur la subsidiarité. Le Sonderbund avait ainsi indirectement contribué à rendre plus difficile une solution centralisée et à empêcher d'autres transformations révolutionnaires dans la mouvance des libéraux-radicaux.

### La première révision totale de la Constitution fédérale en 1874

D'autres étapes importantes pour intégrer les perdants furent la tentative, d'abord avortée, de la révision totale de la Constitution fédérale de 1872. Au niveau cantonal, le mouvement démocratique avait remporté des succès dans les années 1860, il exigeait maintenant le développement des institutions de démocratie directe au niveau fédéral également. Avec l'introduction du mariage civil, réclamée en 1869, la lutte constitutionnelle a toutefois pris un caractère de combat culturel. Le Concile Vatican I de 1870, qui a élevé l'infailibilité pontificale au rang de dogme, a exacerbé le «Kulturkampf» en Suisse et en Europe. Ce contexte historique et, finalement, la surcharge de la révision totale de 1872 firent le jeu des opposants au projet. En effet, le camp catholique conservateur, les fédéralistes de Suisse romande et la révision furent rejetés en votation populaire.

Lors de la deuxième tentative de 1874, toujours sous le signe du Kulturkampf, les opposants s'étaient réduits aux catholiques conservateurs. Ceci parce que le projet intégrait certes davantage les préoccupations fédéralistes, mais renforçait carrément les dispositions du Kulturkampf, comme l'interdiction des Jésuites; on parla par la suite des «articles d'exception». L'interdiction des Jésuites de 1848 fut alors complétée comme suit:

(Art. 51.) «L'ordre des Jésuites et les sociétés qui lui sont affiliées ne peuvent être reçus dans aucune partie de la Suisse et toute activité dans l'Eglise et dans l'école est interdite à leurs membres. Cette interdiction peut s'étendre aussi, par voie d'arrêté fédéral, à d'autres ordres religieux dont l'action est dangereuse pour l'Etat ou trouble la paix entre les confessions.»

(Art. 52.) «Il est interdit de fonder de nouveaux couvents ou ordres religieux et de rétablir ceux qui ont été supprimés.»

La majorité des catholiques (parmi lesquels de nombreux catholiques libéraux) trouvaient discriminatoire ce genre de lois, mais échouèrent à se faire entendre suffisamment, ce qui aboutit à l'acceptation du projet (les «articles d'exception» n'y ont été abrogés que par une votation populaire, le 20 mai 1973!). La révision a tout de même eu pour effet de mieux intégrer les catholiques conservateurs dans l'Etat fédéral libéral. L'introduction du

référendum facultatif, une innovation décisive de la révision constitutionnelle de 1874, y a largement contribué. Désormais, le large usage du référendum par les catholiques conservateurs allait leur permettre de s'impliquer de manière plus ou moins constructive. La démocratie directe a ainsi montré pour la première fois son immense force d'intégration, également au niveau fédéral, même si, au fil des années, l'usage immodéré du nouveau droit populaire par les catholiques conservateurs allait régulièrement déclencher de véritables «tempêtes référendaires». Parallèlement, l'élan du Kulturkampf s'essouffait à vue d'œil. Avec la dépression à partir de 1873, les préoccupations de la population se déplacent vers les questions économiques, et la nomination du pape Léon XIII provoque un apaisement de la politique ecclésiastique.

### Josef Zemp, père de l'initiative constitutionnelle et premier conseiller fédéral catholique conservateur

Le Lucernois Josef Zemp (1834-1908) a joué un rôle central dans le lancement de l'initiative constitutionnelle au niveau fédéral en 1891. Il siégeait depuis 1871 au Conseil des Etats, puis au Conseil national, et fut de 1881 à 1885 le président du groupe parlementaire des catholiques conservateurs. C'est à cette époque que fut déposée l'importante motion «Zemp-Keel-Pedrazzini», qui demandait en 1884 une révision partielle de la Constitution fédérale avec un programme en cinq points. Les parlementaires demandaient entre autres une réforme électorale (davantage de proportionnalité) ainsi que l'extension des droits populaires (droit d'initiative). La motion représentait un tournant historique dans l'évolution du catholicisme politique, car elle signalait la volonté de l'ancienne opposition, donc aussi des opposants à la révision de 1872/74, de collaborer de manière constructive dans l'Etat fédéral dominé par les radicaux (libéraux) depuis 1848.

Comme l'avait demandé la motion, l'initiative pour la révision partielle de la Constitution a été introduite en 1891. Cela allait faciliter le perfectionnement continu du droit constitutionnel et rendre superflue une nouvelle révision totale. La même année, Zemp parvint à se faire élire comme premier conseiller fédéral catholique conservateur. Durant son mandat de conseiller fédéral, la personnalité de Zemp a été un facteur important pour permettre de poursuivre le processus de réconciliation et d'intégration, et de mettre progressivement en place une politique de concordance. De son côté, sur la base du droit naturel, l'Eglise catholique a donné avec la doctrine sociale catholique une réponse pertinente à la question sociale de l'industrialisation. C'est ainsi que le «pape des ouvriers» Léon XIII publia en 1891 la première encyclique sociale sous le titre «Rerum Novarum». •

Cet article, légèrement actualisé, est paru pour la première fois le 31 août 2023, dans la Schweizerische Kirchenzeitung, SKZ (Bimensuel catholique suisse), n° 16/2023.

«La «Tour de Pise» et ...»  
suite de la page 6

réaction, des programmes de réformes fondamentales des systèmes éducatifs ont été rapidement adoptés. Il s'agissait, comme le montrent différentes études, d'une adoption rapide de concepts de solutions, alors que les Etats-Unis ne se préoccupaient guère des piètres résultats de leur propre pays.

Tout cela s'est fait sans débat public approfondi et sans discours scientifique valable. En Suisse, il n'y a pas eu de remise en question critique des concepts imposés par l'OCDE et de l'orientation du contenu des questions du test. On aurait eu toutes les raisons de le faire, car la Suisse avait jusqu'alors toujours été considérée comme un système éducatif exemplaire. Les nouveaux concepts représentaient une rupture théorique et culturelle par rapport à la tradition éducative européenne.

Le zèle réformateur a été vérifié par une multitude d'études nationales et étrangères,

rarement indépendantes. L'une d'entre elles s'étonnait que ces réformes fondamentales se soient déroulées en Suisse avec autant de légèreté et que même les cantons, principaux acteurs du veto, n'aient pas opposé la résistance attendue.<sup>4</sup>

### Et la Suisse?

La Suisse a suivi sans nécessité extérieure les nouvelles stratégies en matière de politique de l'Education. Jusqu'alors, son système scolaire avait toujours été loué pour son excellence, avec seulement un petit écart entre les meilleurs et les moins bons élèves. De plus, son bon soutien démocratique était mis en avant. Mais le concept de l'OCDE et de ses promoteurs a également trouvé des partisans en Suisse. Ernst Buschor, alors directeur de l'Education à Zurich et ancien professeur d'économie à la Haute école d'économie de Saint-Gall, en était le chef de file. A peine élu au gouvernement, il a commencé à mettre ses idées en pratique dès 1993, d'abord au département de la santé et de la

prévoyance sociale, puis à la direction de l'Education. Après avoir assisté à un symposium à Boston, il s'est attelé au concept de base d'une réforme qui, depuis, donne son visage à nos écoles.<sup>5</sup> Notre système scolaire a été mis sens dessus dessous et les connaissances fondamentales de la psychologie du développement et de la pédagogie étaient abandonnées. Aujourd'hui, nous avons la caricature d'une école: les développements et les améliorations des écoles élaborés par la recherche et la pratique européennes, qui s'orientaient vers une image personnelle de l'homme, sont absents. On a manifestement évité de devoir mener une discussion fondamentale sur les connaissances pédagogiques et psychologiques qui sont à la base d'un apprentissage réussi. Il s'en est suivi des concepts d'enseignement sans relation interpersonnelle qui visent avant tout à accompagner l'enfant dans son «auto-optimisation» et à mettre au jour son «capital humain». Il n'est plus question d'une bonne formation générale pour tous les enfants de toutes les

couches sociales. Il n'est donc pas étonnant que cette stratégie n'ait pas porté ses fruits. Au contraire, notre pays est ébranlé dans ses fondements; car le droit à l'Education est garanti et oblige nos fonctionnaires à le respecter. •

<sup>1</sup> <https://unric.org/de/allgemeine-erklarung-menschenrechte/>

<sup>2</sup> Erzinger, A.B. et al. (Ed.). (2023). Pisa 2022. Die Schweiz im Fokus. Universität Berne. p. 31. <https://dx.doi.org/10.48350/187037>

<sup>3</sup> Langer, R. (2008) «Warum haben die PISA gemacht? Ein Bericht über einen emergenten Effekt internationaler politischer Auseinandersetzungen». Ds: Langer, R. Ed.). Warum tun die das? Governanceanalysen zum Steuerungshandeln in der Schulentwicklung. Wiesbaden: VS, Verlag für Sozialwissenschaften. p. 49–72.

<sup>4</sup> Bieber, T. (2010). Sanfte Steuerungsmechanismen in der Bildungspolitik. Die PISA Studie und der Bologna Prozess in der Schweiz. Universität Bremen: TranState Working Papers No. 117. Sfb597

<sup>5</sup> Pelizzari, A. (2001). Die Ökonomisierung des Politischen. New Public Management und der neoliberale Angriff auf die öffentlichen Dienste. Konstanz: UVK Verlagsgesellschaft

